

Du ralliement à la République, au ralliement au monde

Article rédigé par *Politique Magazine*, le 30 septembre 2021

Source [Politique Magazine] De Léon XIII à François, le cœur du problème est là, jamais abordé.

Le pape Léon XIII en février 1892 décida, en publiant l'encyclique *Au milieu des sollicitudes* écrite en français et pour les Français, d'exhorter les catholiques de France à abandonner des querelles politiques jugées périmées, vaines et par nature diviseuses sur la question du régime et sur la forme du gouvernement. Selon le texte pontifical longuement mûri et habilement préparé depuis des années, notamment par le fameux toast d'Alger du cardinal Lavigerie, il fallait privilégier l'union de tous sans esprit de retour pour favoriser l'émergence d'une force politique qui s'installerait résolument dans le cadre des institutions existantes de la République que l'Église ne saurait doctrinalement condamner puisqu'elles constituaient l'ordre établi. Cette union souhaitée et attendue porterait le projet social de la paix civile, de la réconciliation nationale, de la concorde des cœurs grâce à un programme législatif ordonné au bien commun, non plus conçu dans une ambiance de guerre civile et de lutte anticléricale. Tel était le sens général de l'encyclique qui devait être reçu comme une consigne pour ainsi dire obligatoire.

Cette façon nouvelle d'envisager la politique s'appuierait en conséquence sur la large majorité des croyants et des honnêtes gens. Elle ne pourrait que l'emporter. Quant aux partis républicains, ils perdraient par le fait même leur raison de refuser à l'Église de donner ses conseils et aux catholiques de parvenir aux affaires.

Le calcul, en effet, était simple. La France de l'époque, essentiellement rurale et provinciale, était catholique à plus de 95 % : baptême, communion, mariage, enterrement. L'anticléricisme agressif et obsessionnel était minoritaire, même s'il s'était répandu, lors de la Commune particulièrement, dans les couches populaires livrées à elles-mêmes ; il se concentrait en des cercles politiques restreints dont le but était en réalité la conquête du pouvoir. Conquête de tout le pouvoir et de tous les pouvoirs encore nombreux et diversifiés dans les provinces, par l'élimination systématique des adversaires cléricaux, monarchistes, conservateurs, catholiques sociaux, ou modérés en manque d'objectifs et de chefs.

Il suffisait donc de se placer sur le même terrain et l'affaire, en quelque sorte, était mathématiquement gagnée. La France était une République parlementaire. L'évolution des institutions après 1875 et 1877 permettait d'envisager, *a contrario* de ce qui se passait, un choix démocratique favorable à un programme commun de bon sens que la seule évidence du bien imposerait dans les consciences des citoyens et, en conséquence, dans les résultats des votations. L'enchaînement des « donc » donnait au raisonnement de ceux qui prenaient parti pour un tel ralliement, l'allure d'une logique inaltérable.

Les deux chambres dans un tel cas de figure majoritairement composées d'honnêtes gens puisqu'élus eux-mêmes par des honnêtes gens, ne produiraient que des « bonnes » lois ; et les gouvernements issus de telles majorités parlementaires veilleraient à imprimer une « bonne » direction à la politique. La France était encore sous le concordat de 1801. Elle reprendrait sa politique traditionnelle d'entente avec le Saint-Siège et de soutien de la papauté, illustrée encore sous la IIe République et même sous Napoléon III, quoique de façon beaucoup plus contradictoire et aléatoire en raison des principes qui déterminaient la politique extérieure de l'Empereur.

Léon XIII caressait même l'idée, comme l'a montré le professeur Roberto de Mattei dans son étude *Le ralliement de Léon XIII, L'échec d'un projet pastoral* (Les éditions du Cerf, 2016), de recouvrer les états pontificaux – au moins en partie – et d'assurer ainsi son pouvoir temporel auquel il ne renonçait pas. Dans une Europe dont la quasi-totalité des États était monarchiques – et presque tous, sinon tous, sous influence maçonnique –, Léon XIII imaginait une République française chrétienne qui serait la fille chérie du Saint-Siège dans la suite historique et mystique d'une France fille aînée de l'Église. En raison du renouveau catholique du XIXe siècle, la France était alors la grande pourvoyeuse de missionnaires à travers le monde. Elle rayonnait.

D'origine libérale incontestable, mais expert en sciences ecclésiastiques et théologiques, restaurateur d'un thomisme universitaire de bon aloi en promouvant l'Aquinate au rang de docteur commun de l'Église, pape d'une doctrine parfaitement exacte tant de foi que de morale – que dirait-il aujourd'hui ? –, de plus homme de culture et latiniste distingué, écrivant lui-même ses encycliques d'un style précis et recherché à la Sénèque, il pensait – à l'inverse de son prédécesseur Pie IX, le pape du *Syllabus* – que l'Église n'avait rien à perdre à s'ouvrir aux temps modernes, y compris dans sa réflexion sur les institutions à propos desquelles il avait longuement disserté, tant sur la question sociale que sur les questions relatives à l'autorité, à la liberté et, d'une manière générale, au pouvoir. Il assumait cette puissante synthèse avec jubilation – cela se sent dans ses écrits et ses bons mots ; il était un homme d'esprit. Tout en poursuivant sa politique, il dénonçait la maçonnerie, prônait le rosaire et le culte du Sacré-Cœur.

Il s'entourait d'hommes à sa dévotion. Son secrétaire d'État, le cardinal Rampolla, était dans sa mouvance et mettait son habileté diplomatique au service de son idée politique. De même Léon XIII écartait tout ce qui pouvait faire obstacle à sa conception. Le cardinal Pitra, bénédictin français renommé pour sa science et son érudition, avant même le ralliement de 1892, pour avoir émis des doutes sur la politique pontificale, subira la vindicte papale et devra se démettre de son chapeau. L'infaillibilité pontificale définie solennellement par Pie IX pour garantir le magistère spirituel du pontife romain, sortait des limites précises du dogme, tant dans la forme qui requérait un enseignement ex-cathedra, que dans le fond qui ne pouvait concerner que la foi et les mœurs.

Un zèle imprudent doublé d'une passion politique inavouée fit de l'obéissance aux consignes pontificales une affaire de foi et de morale, ce que bien évidemment elles n'étaient pas. La religion était mise au service d'une politique, dans un confusionnisme qui n'était pas sans rappeler certains élans révolutionnaires de 1848 et les élucubrations prophétiques d'un Félicité de Lamennais. Alors apparurent les abbés démocrates qui, au nom de l'évangile, se mirent à vaticiner sur l'avenir d'une nouvelle société dont la perfection démocratique serait l'achèvement de la révélation chrétienne. Le salut était inversé.

L'histoire pourrait être poursuivie, instructive plus qu'aucune autre. En bref, cette politique fut un échec total. Le catholicisme fut divisé plus que jamais. Les « ralliés » furent obligés d'entrer dans le jeu incessant des concessions républicaines. La coalition des honnêtes gens ne se forma jamais. Les élections furent toutes perdues dans leur ensemble. Les radicaux s'emparèrent peu à peu de la totalité de la République. L'Église fut persécutée, les congrégations chassées, l'enseignement fut pris en main par l'État républicain, les lois furent votées toujours dans le même esprit de destruction systématique des traditions nationales et chrétiennes. La démocratie chrétienne avait fonctionné en faveur de la démocratie – ou de ce qu'on mettait sous ce nom –, et non de l'œuvre divine de Jésus-Christ. En 1905, la rupture du concordat par la loi de Séparation, doublée de toutes les humiliations légales qui l'accompagnèrent, dont celle des Inventaires, fut l'aboutissement concret de cette politique. Le rêve de Léon XIII d'une république chrétienne à sa dévotion s'achevait dans une laïcisation générale de la société. Laïcité républicaine à laquelle l'Église de France après un siècle de combats et d'hésitations a fini par se rallier logiquement, en l'élevant au rang de principe cardinal de sa doctrine existentielle. La cause première et finale de son existence n'étant plus le Verbe incarné à qui appartient toute souveraineté, selon la parole de l'Apôtre, elle se contente d'être une concession de l'État républicain qui la tolère dans les limites de la vie privée. Et à la condition qu'elle soit sage et républicaine. Le président Macron aux Bernardins, il y a deux ans, a rappelé fermement cette doctrine à l'énoncé de laquelle les évêques de France n'ont pu qu'opiner.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)